

Passerelles Synthèse

Bimensuelle africain pour une nouvelle perspective du développement durable

Volume 10• Numéro 6, 8 Mai 2009

LIGNE DE FOND.....	1
OMC : Malgré la crise, les économies émergentes avancent tandis que les pays de l'OCDE reculent dans le commerce d'où la nécessité de réformes commerciales.....	1
NOUVELLES DE L'OMC	3
OMC : Réélu pour 4 ans, Pascal Lamy décline sa feuille de route et se fixe comme objectifs principaux la conclusion de Doha et le renforcement du rôle de l'OMC	3
SUR LE FIL.....	5
Etats-Unis : L'argument en faveur de la réglementation.....	5
NOUVELLES REGIONALES	5
APE : Les négociations entre l'UE et l'Afrique de l'Ouest continuent en vue de l'échéance de Juin 2009	5
EVENEMENTS.....	7
PUBLICATIONS	8

PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE © est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde. Responsable de publication : Taoufik Ben Abdallah (ENDA) et Christophe Bellmann (ICTSD) Rédaction : Cheikh Tidiane DIEYE et El Hadji Abdourahmane DIOUF

Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos propres réseaux. Des extraits de cette publication peuvent être utilisés dans un but non lucratif à condition d'en citer l'origine.

Cette publication est produite grâce au soutien financier de la Direction du Développement et de la Coopération suisse (DDC)

LIGNE DE FOND

OMC : Malgré la crise, les économies émergentes avancent tandis que les pays de l'OCDE reculent dans le commerce d'où la nécessité de réformes commerciales

Les pays de l'OCDE dominent encore l'économie mondiale, mais leur poids dans les échanges mondiaux est en déclin pendant ce temps certains pays avancent à grands pas. On trouve notamment parmi ceux-ci, désignés collectivement par le sigle BRIICS, le Brésil, la Russie, l'Inde, l'Indonésie, la Chine et l'Afrique du Sud.

Le dernier rapport de synthèse des Statistiques du Commerce International publié par l'OCDE a analysé les éléments essentiels des performances commerciales des BRIICS par rapport au reste du monde, en privilégiant les politiques des échanges et les autres politiques ayant influé sur ces résultats. Il examine les évolutions des politiques commerciales mondiales, en particulier les impacts des accords commerciaux préférentiels sur le système multilatéral, et décrit la structure des échanges mondiaux en se fondant à la fois sur des indicateurs révélant les réseaux de relations commerciales et sur des résultats plus classiques issus de modélisations et de statistiques.

En plus d'une analyse au niveau mondial, le rapport examine les principales questions relatives au développement et aux échanges de chacun de ces pays au cours de ces dernières années.

Effondrement des flux commerciaux au quatrième trimestre 2008 et signes de ralentissement de la baisse au début 2009

Le commerce de marchandise en volume du Groupe des Sept, a fait une chute sans précédent

au dernier trimestre 2008 en glissement trimestriel. Cependant, les données provisoires en valeur pour janvier et février 2009 suggèrent un ralentissement du taux de la baisse.

Commerce de Marchandises en Volume

Les exportations du G7 ont chuté de 9,5% alors que les importations ont diminué de 5,6% en glissement trimestriel au dernier trimestre 2008. En glissement annuel, les exportations ont baissé de 7,9% et les importations de 6,4% au quatrième trimestre.

Aux États-Unis, la croissance des exportations en volume a chuté de 7,8% et les importations de 5,1%. En glissement annuel, les exportations ont décliné de 2,3% pour la première fois depuis le dernier trimestre 2006. La baisse de 8,4% dans les volumes d'importation a accéléré la tendance baissière initiée au premier trimestre 2008.

Les exportations du Japon ont plongé de 19,3% au quatrième trimestre 2008, environ le double du taux du G7, alors que les importations ont baissé de 4,6%. Ce schéma a été répliqué en glissement annuel avec une chute de 20,1% pour les exportations et un déclin de 6,8% pour les importations.

En glissement trimestriel, les exportations de l'Allemagne ont chuté de 9,0% et les importations de 6,1% au quatrième trimestre. En glissement annuel, les exportations ont décliné de 7,8% alors que les importations ont perdu 1,8% : la première baisse pour l'Allemagne depuis le quatrième trimestre 2006.

En glissement trimestriel, les exportations de l'ensemble de l'UE ont chuté de 6,3%, moins fortement que celle du G7, alors que la baisse des importations a été plus marquée avec 7,3%. Ce schéma a été répliqué en glissement annuel avec un déclin de 5,2% pour les exportations, alors que les importations ont baissé de 5,7%.

Commerce de biens et de services en valeur

Dans les pays de l'OCDE, les exportations et les importations des biens et services, mesurées en dollars américains courants, ont très fortement diminué respectivement de 18,6% et 18,5%, en valeur corrigée des variations saisonnières, au

quatrième trimestre 2008 par rapport au précédent trimestre. Les données mensuelles provisoires pour Janvier et Février 2009 laissent entrevoir un ralentissement de la baisse.

En glissement annuel, la croissance des exportations et des importations des biens et services des pays de l'OCDE ont également subi une forte baisse à 11,6% pour les exportations et à 10,4% pour les importations. Dans les deux cas, les biens ont plus fortement chuté que les services.

Commerce de marchandises en valeur suggérant un ralentissement de la baisse dans les deux premiers mois de 2009

Selon les données mensuelles provisoires, le commerce total de marchandises en valeur du G7 a continué de baisser en janvier et février 2009 mais à un rythme moins rapide. Avec des exportations en léger rétablissement et des importations en déclin continu en février 2009, la balance commerciale négative des États-Unis a poursuivi sa réduction pour le quatrième mois consécutif. Le fort déclin des exportations du Japon s'est poursuivi mais les exportations ont légèrement reprises en février 2009.

La forte tendance baissière de l'Allemagne jusqu'à la fin 2008 a ralenti quelque peu depuis décembre 2008 et la balance commerciale positive a légèrement augmenté en raison de la stabilité des exportations en janvier et février 2009. La forte tendance à la baisse de l'Italie au cours du second semestre 2008 s'est stabilisée dans une certaine mesure au début 2009, particulièrement pour les exportations en février, avec pour conséquence une réduction du déficit commercial. En France, après un fort déclin du commerce au second semestre 2008, la tendance s'est stabilisée en février 2009. Au Royaume-Uni, la tendance baissière depuis août 2008 a continué mais avec un déficit commercial en recul.

La balance commerciale du Canada est devenue négative aux deux premiers mois de 2009 car les exportations en valeur ont décliné plus rapidement que les importations.

La crise offre une occasion de réactiver les réformes commerciales

L'ouverture des échanges a été très profitable aux BRIICS et ce sont les segments les plus ouverts de

leurs économies qui ont obtenu les meilleurs résultats. Résister au protectionnisme et relancer des réformes commerciales à l'arrêt aideraient les grandes économies émergentes à tirer parti des progrès accomplis ces deux dernières décennies pour sortir de la crise avec une performance commerciale plus vigoureuse, indique un nouveau rapport de l'OCDE.

Source : OCDE, note Enda

NOUVELLES DE L'OMC

OMC : Réélu pour 4 ans, Pascal Lamy décline sa feuille de route et se fixe comme objectifs principaux la conclusion de Doha et le renforcement du rôle de l'OMC

Le Conseil général de l'OMC tenu le 29 avril 2009 était l'occasion de réélire le Directeur Général de l'organisation. C'est par acclamation que, les 153 pays membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ont réélu le directeur sortant de l'organisation et seul candidat à sa propre succession le Français Pascal Lamy à la tête de l'organisation pour un deuxième mandat de quatre ans.

Après son élection, il a décliné ses priorités et principaux objectifs tout en précisant que la tâche ne sera pas facile. "Je suis certain que les quatre prochaines années seront difficiles.... mais je suis sûr que nous pourrons sortir indemnes de la tempête" a-t-il laissé entendre.

“Renforcer l'OMC en tant qu'organisation globale *chef de file* du commerce mondial”

Dans son discours d'après élection, Lamy soutient que “l'OMC, en tant qu'organisme vivant, devrait continuer d'accroître sa capacité de réagir rapidement aux problèmes mondiaux, comme ceux qui se posent dans le contexte de la crise actuelle, et de contribuer à trouver des solutions à ces problèmes. Le renforcement du système commercial multilatéral, en particulier grâce à la conclusion du Cycle de Doha, devrait être la lumière qui nous guide. Dans la constellation de la

gouvernance mondiale, œuvrons ensemble pour que l'étoile OMC brille davantage.”

Ainsi il compte continuer dans la direction prise jusqu'ici : « j'aborde cet exercice dans un esprit très proche de celui qui était le mien en 2005: je souhaite rester au service de tous les Membres de l'OMC et contribuer au renforcement de cette Organisation » a-t-il déclaré avant de réaffirmer son profond attachement à l'objectif premier de l'OMC qui est d'ouvrir les échanges dans l'intérêt de tous.

L'ouverture progressive des marchés intérieurs au commerce international, avec des exceptions justifiables ou des flexibilités adéquates, permettra de réaliser l'objectif du développement durable, de relever le niveau de vie des populations, de réduire la pauvreté et de favoriser la paix et la stabilité. Mais cela ne signifie pas que les avantages d'une ouverture des échanges fondée sur des règles reviennent automatiquement à tout le monde. D'où la notion d'un “consensus de Genève”.

Le monde traverse une période de crise. Son impact social ne s'est hélas pas encore fait sentir en totalité et il en découlera inévitablement des pressions politiques. Et c'est précisément maintenant, alors que se multiplient les tentations protectionnistes, que la valeur du système commercial multilatéral apparaît le plus clairement. Le système GATT-OMC de règles commerciales mondiales est avant tout un gage de confiance pour les opérateurs économiques. Et comme la crise l'a montré, c'est la confiance qui fait aujourd'hui défaut pour remettre le monde sur la voie de la croissance.

C'est pour ces raisons que Lamy compte avec son équipe renforcer le rôle de l'OMC en tant qu'organisation globale chef de file du commerce mondial. Cela signifie qu'il faut que l'OMC soit plus axée sur le développement, plus conviviale, de manière que les avantages qu'elle apporte soient perçus par tous, grands et petits, riches et pauvres, forts et faibles.

Dans ce sens l'accent sera mis sur quatre domaines que sont : les négociations, la mise en œuvre, la cohérence et la communication.

Mener à bien les négociations :

Contrairement à l'opinion courante, l'OMC ne se réduit pas à des négociations. Mais l'exécution du mandat de négociation du Cycle de Doha reste l'épreuve qui décidera de la capacité collective à renforcer le système commercial mondial a commenté Lamy.

Il a tout de même reconnu la difficulté de conclure le Cycle de Doha précisément parce que ses résultats seront substantiels: ce cycle représente deux ou trois fois plus que les précédents en termes de réductions des obstacles au commerce ou de disciplines nouvelles. C'est également un cycle axé sur les avantages pour les pays en développement «c'est un véritable Cycle du développement». En termes de réduction de droits et de subventions, les deux tiers bénéficieront aux exportations des pays en développement.

Au-delà de Doha, il est important de s'intéresser à de nouveaux domaines qui pourraient faire partie des travaux futurs. Il s'agit entre autres du changement climatique, de la sécurité alimentaire, de l'énergie, des normes de travail, de la concurrence, de l'investissement ou du protectionnisme financier, quelle qu'en soit la définition.

Mais il y'a deux domaines inscrits dans le mandat actuel et qui méritent une plus grande attention d'après Mr Lamy. C'est la question des Accords Commerciaux Régionaux et celle des règles d'origine.

Au sujet des ACR, il a été reconnu qu'il est difficile de voir pourquoi des concessions et des engagements aussi profonds sont souscrits aujourd'hui dans le cadre des accords préférentiels sans aucune conséquence dans le contexte multilatéral. On constate qu'il s'agit d'un sujet complexe et qu'il y a des différences entre les ACR qui visent une forte intégration régionale et les autres accords de libre échange. Mais le principe de la nation la plus favorisée doit prévaloir, et il faut réfléchir collectivement pour trouver un moyen de "multilatéraliser" progressivement les concessions faites dans les accords de libre-échange. Du grain à moudre pour les négociateurs de l'article XXIV.

Au sujet des règles d'origine, Lamy estime qu'« il faut s'attaquer de front à la prolifération de régimes différents : régionaux, bilatéraux ou même unilatéraux, afin de simplifier la vie des exportateurs, des importateurs et plus généralement, des agents économiques ».

Améliorer la Mise en œuvre.

Le deuxième domaine auquel il faudra s'intéresser selon Lamy est celui de la mise en œuvre des accords qu'il faut forcément améliorer. Il a relevé les contrastes frappant entre la sophistication des négociations, la solidité du mécanisme de règlement des différends et la fragilité de la surveillance et de la transparence, qui constitue néanmoins l'un des piliers du système commercial multilatéral.

Il faut retenir aussi avec Lamy que «l'OMC est l'une des planètes de la galaxie de la gouvernance mondiale et son savoir-faire peut être mieux exploité pour relever les défis qui y sont associés. Les principaux composants de la gouvernance mondiale sont l'efficacité et la légitimité. Pour combiner ces deux éléments, la clé est la cohérence ».

Ainsi pour les prochaines quatre années, il est important de renforcer le fonctionnement du mandat explicite concernant la cohérence qui lie l'OMC à la Banque mondiale et au Fonds monétaire international. Mais aussi œuvré pour accroître la cohérence entre les activités de l'OMC et celles d'autres organisations internationales et régionales.

Intensifier la communication

Lamy a concédé que c'est un domaine où, malgré les efforts, beaucoup reste à faire. Il y a toujours une disproportion entre les activités menées entre membres « plus de 7 000 réunions ont lieu au Centre William Rappard chaque année » et l'intensité de l'interaction avec l'environnement et le public.

Pour conclure, Lamy estime que l'OMC n'a pas besoin d'un traitement de choc. Une refonte du système n'est pas nécessaire. En revanche, il faut établir une longue liste de tâches à accomplir pour renforcer le système commercial mondial. L'OMC, en tant qu'organisme vivant, devrait continuer d'accroître sa capacité de réagir rapidement aux

problèmes mondiaux, comme ceux qui se posent dans le contexte de la crise actuelle, et de contribuer à trouver des solutions à ces problèmes.

Le renforcement du système commercial multilatéral, en particulier grâce à la conclusion du Cycle de Doha, devrait être la lumière de ce nouveau mandat de Lamy. Et il soutient que « Dans la constellation de la gouvernance mondiale, il faut œuvrer ensemble pour que l'étoile OMC brille davantage ».

Sources OMC note Enda

SUR LE FIL

Etats-Unis : L'argument en faveur de la réglementation

On pourrait être tenté de qualifier les observations inspirées qu'a formulées le directeur général, M. Pascal Lamy, au sujet de la politique commerciale des États-Unis et de son lien avec le système commercial mondial, de profondément réfléchies et d'inspiration pour tous les tenants de la libéralisation. Le discours, intitulé « Réconcilier l'Amérique avec un système commercial ouvert », a été prononcé devant le Peterson Institute for International Economics à Washington, le 24 avril. Cependant, le DG a également affirmé que « s'il s'accompagne des bonnes politiques intérieures, le commerce peut être un outil puissant pour favoriser la croissance et contribuer au développement ». Parmi ces « bonnes politiques intérieures », M. Lamy a cité le besoin d'un « système financier mieux réglementé ».

À une époque où le terme « réglementation » est devenu incontournable dans le discours de tous les dirigeants mondiaux, il n'est pas surprenant de constater qu'ils sont à la recherche d'exemples pour illustrer que le commerce ouvert et une réglementation efficace sont compatibles. Dans ce contexte, on a souvent cité le système bancaire canadien comme le parfait exemple d'un système qui peut coexister avec une économie ouverte et

complètement déréglementée (les États-Unis), tout en évitant d'être touché lorsque le système de son voisin s'effondre. M. Lamy a également utilisé l'exemple des banques canadiennes pour illustrer son propos lors d'une entrevue qu'il a accordé plus tôt cette année. Ce qu'il semblait ignorer, cependant, c'est qu'il est possible d'exploiter un système avec une semblable réussite en agriculture. Un système qui est ouvert au commerce, mais qui est également accompagné des « bonnes politiques intérieures » et de la réglementation nécessaire. Ce système, c'est la gestion de l'offre, dont on a prouvé qu'elle est aussi valable et aussi digne d'être sauvegardée que le système bancaire canadien.

Source Genève en Bref,

NOUVELLES REGIONALES

APE : Les négociations entre l'UE et l'Afrique de l'Ouest continuent en vue de l'échéance de Juin 2009

L'Afrique de l'Ouest (AO) et la Communauté européenne (CE) se sont rencontrées du 20 au 24 avril 2009 pour une session de négociation au niveau des experts (20-23 avril) et au niveau des hauts fonctionnaires (24 avril).

Les travaux ont porté sur les points et chapitres du texte conjoint, en particulier le volet Partenariat économique pour le développement (ce volet couvre le Paped), le commerce des marchandises, des services, propriété intellectuelle, concurrence, règlement des différends, exceptions générales, dispositions institutionnelles etc.

La rencontre a révélé des convergences et des divergences

Les points de convergence :

- **Disciplines sur les taxes à l'exportation** : la partie Afrique de l'Ouest a accepté de ne plus introduire de nouveaux droits à l'exportation et de geler ceux existants. Elle pourrait, dans des circonstances exceptionnelles justifiées

l'introduction de manière temporaire des taxes sur un nombre limité de marchandises.

- **La libre circulation des marchandises et libre-pratique** : les deux parties avaient déjà convenu de l'importance de la libre-pratique. C'est-à-dire qu'un produit européen une fois entré en Afrique de l'Ouest, quel que soit son point d'entrée, ne paye qu'une fois les droits de douane. La divergence portait sur le délai de transition pour l'AO. Cette dernière proposait 15 ans. Un compromis a été trouvé pour une transition de 05 ans à compter de la date d'entrée en vigueur de l'accord.

- **Nouvelle Clause sur les industries naissantes** : la CE a proposé cette nouvelle clause qui a été acceptée par l'AO. Elle vise à mettre en place des mécanismes, en plus des sauvegardes, pour protéger les industries naissantes. L'AO approfondit la question et donnera suite au prochain round.

Les points de divergence qui subsistent :

- **L'offre d'accès au marché** : l'AO n'a pas présenté une nouvelle offre. Elle a maintenu l'offre faite à lors de la session tenue à Dakar pour une libéralisation de 60% du commerce avec la CE sur une durée de 25 ans. La CE a maintenu sa position selon laquelle l'offre n'est pas ambitieuse et n'est pas compatible avec l'Art.XXIV du GATT. Elle a affirmé que c'est plutôt l'ambition de l'offre dont le caractère pro-développement se mesure à l'épaisseur de la couverture qui l'intéresse. Sur ce point, la partie AO a encore répondu que cette question relève de sa souveraineté et c'est à elle seule de juger du caractère pro-développement ou non de son offre en fonction de sa situation particulière, de son niveau de développement, de ses objectifs et stratégies de développement etc. L'Afrique de l'Ouest a néanmoins convenu de retravaillé sur son offre afin de la rendre plus adapté à ses propres ambitions.

- **Subventions agricoles dans la CE** : l'AO souhaite voir la CE prendre des engagements dans l'APE pour réduire les mesures susceptibles de créer des distorsions sur les échanges, conformément à ses engagements à l'OMC (HongKong). La Ce n'accepte pas de prendre cet

engagement. Elle prévoit d'envoyer une autre proposition à l'AO.

- **Définition des droits de douane et traitement des prélèvements communautaires** : l'AO n'entend adopter aucune définition qui couvrirait les prélèvements PCS et PC qui financent l'Uemoa et la Cedeao. La CE a assoupli sa position en proposant un délai de transition à convenir. L'AO souhaite une option illimitée.

- **Politiques sectorielles régionales** : a travers cette question, l'Afrique de l'Ouest, eu égard à sa situation particulière, souhaite obtenir la flexibilité de prendre des mesures tarifaires à chaque fois que c'est nécessaire pour soutenir ses politiques sectorielles régionales. La CE estime qu'une telle possibilité n'est pas compatible avec le principe de prévisibilité et donc incompatible avec l'OMC. Elle estime que sa clause sur les industries naissantes jouera le même rôle. L'AO examine la proposition de la CE mais garde encore sa position.

- **Financement et mise en œuvre du Programme de l'APE pour le développement (Paped)** : Ceci est un point de divergence majeur. Le paped a été évalué à 9.5 Milliards d'euros sur cinq ans. La CE a expliqué qu'elle ne dispose « d'aucun mécanisme pouvant générer des ressources pour financer le Paped en dehors des procédures et dispositifs de l'accord de Cotonou » (PIR ; PIN etc). L'Afrique de l'Ouest a montré que l'expérience prouve que l'accord de Cotonou ne peut nullement prendre en charge ses préoccupations et souhaite un engagement clair de la CE sur le PAPED. Elle a estimé qu'un Accord sur le financement du Paped à travers un mécanisme opérationnel et durable est un **Préalable** pour la signature de l'APE. Les parties vont se pencher sur la question lors du prochain round.

- **Lien entre la libéralisation commerciale, le respect des engagements financiers de la CE et la compétitivité des secteurs** : l'Afrique de l'Ouest établit un lien entre ses engagements à libéraliser et ceux de la CE à la soutenir dans cette voie. Par exemple, si les produits du groupe A sont libéralisés entre 2010 et 2014, et que la CE s'est engagée à financer une première phase du Paped (2010 -2014), l'Afrique de l'Ouest affirme

qu'elle ne passera à la deuxième phase que si la CE a aussi réalisé tous ses engagements et que les secteurs visés par la nouvelle libéralisation sont jugés compétitifs et aptes à supporter l'ouverture. La CE n'est pas favorable à un tel lien.

- **Règlement des différends (RD):** (1) En cas de différends, l'Afrique de l'Ouest souhaite que sa situation particulière soit prise en compte lors de la phase de consultation et veuille voir cette disposition inscrite dans l'accord. La CE souhaite juste la mentionner dans une déclaration séparée. (2) Un autre point de divergence du Règlement des Différends porte sur la définition des parties. Faut-il que chaque Etat puisse recourir individuellement au règlement des différends ou non pour la partie Afrique de l'Ouest ? L'Afrique de l'Ouest souhaite approfondir cette question et en mesurer les enjeux dans le cadre de l'intégration et du risque qu'un pays Afrique de l'Ouest puisse se retrouver seul face à la CE. (3) En fin l'Afrique de l'Ouest souhaite que la CE s'abstienne de recourir à la procédure de Règlement des Différends pour une durée de 10 ans (une sorte de clause de paix). Ce point n'a pas été examiné.

- **Environnement et questions sociales :** les parties ont expliqué chacune le sens de sa proposition sur l'environnement et le développement durable. La CE s'est engagée à combiner les deux propositions et à en faire une nouvelle lors du prochain round. La CE proposera en outre un projet sur les questions sociales à discuter au prochain round.

- **Commerce des services :** l'AO a expliqué qu'elle ne peut à l'état actuel faire aucune offre sur les services. Elle a proposé une clause de Rendez-vous de 03 ans pour mener des négociations devant aboutir à des offres sectorielles après avoir fait les analyses et études appropriées sur le secteur des services. La CE a pris acte de la position de l'AO mais a indiqué que, le cas échéant, elle ne pourrait faire aucune offre à la partie car celle-ci ne serait pas compatible avec l'Art.5 de l'AGCS. Elle a suggéré à l'AO d'envisager toute autre alternative à la clause de RV. L'AO a persisté dans sa position.

- **Concurrence : les parties ont échangé sur la partie concurrence.** La partie AO a rappelé son approche pour une coopération dans ce domaine.

- **Propriété intellectuelle :** la proposition de texte de l'AO a été examinée. Elle se limite pour la partie AO à ses engagements à l'OMC pour garder toutes les flexibilités obtenues dans cette enceinte. Des divergences majeures persistent, notamment sur : (1) les normes fondamentales en matière de marque de commerce, d'indication géographique, de dessins et modèles industriels et de brevets ; (2) l'obligation de divulgation du pays fournisseur ou la source de la ressource génétique, du savoir traditionnel et du folklore, ainsi que le consentement préalable en connaissance de cause (3) le respect de certaines conventions internationales etc.

Les deux parties se sont données rendez vous lors de la prochaine réunion de la Troika UE-CEDEAO prévue le 16 juin au Luxembourg. Elle devrait être précédée d'une réunion des hauts fonctionnaires.

Avant cela, la partie Afrique de l'Ouest organise son CMS (comité ministériel de suivi) à Abuja du 1^{er} au 5 juin 2009.

EVENEMENTS

6 – mai, OMC, Genève, Suisse, Comité des sauvegardes

7 - mai, OMC, Genève, Suisse, Comité de l'évaluation en douane

7- mai, OMC, Genève, Suisse, Comité des subventions et des mesures compensatoires

8 - mai, OMC, Genève, Suisse, Comité des mesures antidumping

11 - mai, OMC, Genève, Suisse, comité du commerce et du développement

12 - mai, OMC, Genève, Suisse, Conseil du commerce des marchandises

Evénements Hors OMC

11 mai, Paris, France, Lancement des Perspectives Economiques en Afrique 2009, du Centre de développement de l'OCDE, de la Banque africaine de développement (BAfD) et de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (UNECA). Centre d'accueil de la presse étrangère (CAPE), Paris, France. Cette publication sera disponible en ligne après cette date à l'adresse www.africaneconomicoutlook.org,

11 – 12 mai, Rome, Italie, "The Global Standard of the XXI Century", événement organisé par le Ministère italien de l'économie et de la finance, dans le cadre du Présidence 2009 d'Italie du G8. www.oecd.org

12 - Bruxelles, Belgique, "World Prosperity and Development", conférence à haut niveau organisée par la Commission européenne. Contact: Commission européenne

PUBLICATIONS

ACICI : Notes de synthèse : Les initiatives sectorielles relatives à l'AMNA (Accès aux marchés pour les produits non agricoles) : les PMA devraient-ils être concernés ?

Publiée en Février 2009, le présent document vise à donner un aperçu de l'état d'avancement des négociations sectorielles dans le domaine de l'AMNA, des grandes lignes des 14 accords sectoriels actuellement sur la table et des intérêts possibles d'un groupe représentatif de PMA, à la fois importateurs et exportateurs, www.acici.org

Christian Schnakenbourg, Alfredo Suarez, Commerce mondial et développement durable 2008-2009 N°162 : **Editeur :** Hachette Supérieur **Collection :** Les Fondamentaux Economie **ISBN :** 978-2-01-146002-8 160 pages - Parution : 07/2008. À travers une histoire détaillée de l'OMC intégrant les problématiques liées au développement durable et à la protection de l'environnement, cet ouvrage dresse un tableau des enjeux et défis du commerce mondial. Une mise en perspective d'événements actuels tels que la hausse des prix des matières premières, permet de comprendre les relations étroites entre commerce mondial, développement durable et préservation de l'environnement. Une synthèse théorique et pratique parfaitement adaptée aux étudiants en science politique, économie, commerce international et écoles de commerce.

OECD, Globalisation and Emerging Economies Brazil, Russia, India, Indonesia, China and South Africa,. Published by : OECD Publishing, **Version:** E-book (PDF Format)

OMC, L'Ouverture des marchés pour le commerce des services ; Opening Markets for trade in Services

Publié en Février 2009, elle met en exergue les principales difficultés et possibilités qui se présentent dans le secteur des services dans une économie mondialisée. Elle examine plus particulièrement les mesures unilatérales prises par les pays dans le monde entier et la libéralisation bilatérale et multilatérale du commerce des services.

Elle peut être commandée à la librairie en ligne de l'OMC et peut être achetée localement auprès des distributeurs de Cambridge University Press dans le monde entier.

OMC, Multilatéraliser le régionalisme: Défis pour le système commercial mondial, Publiée en 2009, elle fait le compte rendu de la grande conférence "Multilatéraliser le régionalisme" qui s'est tenue du 10 au 12 septembre 2007 à l'OMC à Genève. www.wto.org